

Le multilatéralisme

Respectable Loge, Thélème, Orient de Paris, Région 14

Mots-clefs : Multilatéralisme

Commençons par le commencement : qu'est-ce que le multilatéralisme ?

Il s'agit d'un système mondial qui repose sur les institutions internationales (ONU, FMI, OMC, Commission ou Comité des droits de l'homme, UNESCO, OMS...) comme régionales (Union européenne, Union africaine, MERCOSUR...) et dont l'action repose sur trois piliers :

- la sécurité et la paix pour l'ONU
- la prospérité pour le FMI, l'OMC, la Banque Mondiale
- et le bien-être pour les Droits de l'homme.

Le ciment entre les pays membres de toutes ces organisations est l'intérêt mutuel. C'est un système qui, du point de vue historique, a été conçu par les Etats-Unis pendant la dernière guerre pour éviter les chaos politiques, économiques et sociaux depuis la première GM. C'est par conséquent un système qui dépend de la puissance américaine encore de nos jours.

Quelques remarques préalables :

La première porte sur l'influence maçonnique des concepteurs semble perceptible.

Derrière la sécurité et la paix, la prospérité et le bien-être, on peut aussi lire liberté, égalité et fraternité. En effet, Franklin Delano Roosevelt était F.M.:

La deuxième remarque concerne l'influence d'une théorie économique : le multilatéralisme de 1945 à 1971 était keynésien, et il s'agissait d'un compromis entre le libéralisme et l'interventionnisme; depuis 1971 jusqu'à nos jours, il est devenu néolibéral, ce qui signifie que l'interventionnisme a disparu et que la part sociale (le bien-être) a considérablement diminué, voire totalement disparu. Les enjeux actuels impliquent de réfléchir à cette présentation ternaire, à l'orientation économique, ainsi qu'à une autre répartition des influences.

Questions sur les réalisations du multilatéralisme :

Place de l'ONU aujourd'hui :

Elle est discréditée depuis un bon moment, à cause de la paralysie du Conseil de sécurité. Les guerres en Syrie et au Yémen, la pandémie aujourd'hui constituent quelques exemples de son immobilisme. En ce qui concerne la crise sanitaire, il convient de remarquer tout de même que le Conseil n'a pas l'habitude de se pencher sur les questions de santé, plutôt sur les questions de sécurité et paix. C'est d'ailleurs là une erreur de sa part puisqu'il ne semble pas saisir que la notion de la sécurité nationale et internationale a changé de sens, et qu'elle est devenue également sanitaire et écologique.

Autre frein à son action : la coopération internationale est considérée très souvent aujourd'hui comme une ingérence de la part d'états tiers agissant contre la volonté du peuple.

Le FMI et l'OMC ont-ils contribué à la prospérité générale ?

Au niveau de l'OMC, cela a permis de mettre les pays membres autour d'une table, et de négocier d'une manière civilisée. Cela a amené à renforcer les échanges commerciaux, à faire baisser progressivement les droits de douane qui étaient très élevés depuis la crise économique de 1929.

Pour autant, l'OMC n'a pas réussi à conférer aux pays du Tiers-Monde et du Sud la même place que celle occupée par les pays occidentaux, du Nord. Il en résulte un fort déséquilibre entre ces deux hémisphères malgré le principe de non-discrimination qui fonctionne encore moins bien aujourd'hui, surtout depuis 2013 et l'échec des dernières négociations commerciales au sein de l'OMC.

Aujourd'hui, l'OMC est presque paralysée : son directeur général a démissionné et le tribunal qui règle les litiges commerciaux est paralysé, alors qu'il s'agit du coeur du fonctionnement de cette institution.

Quant au FMI, constatons qu'il a permis de stabiliser le système monétaire après la guerre. Aujourd'hui, y a-t-il un changement de cap ? Dès le 4 mars dernier, le FMI a fait part de ses craintes de voir naître des mouvements sociaux dans de nombreux pays du fait de la pandémie.

Les objectifs qu'il a affichés portaient sur le soutien et la protection des personnes et des entreprises affectées par le confinement. Les crédits étaient disponibles pour cela, en priorité pour les pays du Sud puisque les pays du Nord peuvent emprunter sur le marché. Après le confinement, le FMI a recommandé de mettre en place des plans de relance budgétaire favorisant une reprise. À cet égard, il a permis aux pays membres d'emprunter autant qu'ils avaient besoin en recommandant d'orienter ces fonds vers le réinvestissement.

Cela nous amène à examiner une autre organisation importante : l'OCDE. Elle regroupe les pays industrialisés. Actuellement, l'OCDE préconise une reprise verte et inclusive, et met en avant les objectifs généraux de bien-être, la prise en considération de la question climatique comme celle de la biodiversité. Une dette orientée vers de tels investissements est une "bonne dette".

Le Conseil des droits de l'homme, l'OIT, l'OMS, la CPI

Ces institutions du bien-être ont marqué des points avec la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et la diversité culturelle promue par l'UNESCO. Pour autant leur action pose la question de l'universalisme qui est une notion largement critiquée et remise en cause.

Trois crises à résoudre au niveau mondial au sein de ces institutions :

La première est une crise sociale, qui existait déjà avant la crise sanitaire actuelle et que celle-ci n'a fait qu'aggraver ou mettre en lumière. Cette crise s'accompagne d'une crise du capitalisme, qui est aujourd'hui devenu financier, volatile, qui ne contribue pratiquement plus à la production réelle tant il est vrai que les investissements vont ailleurs : dans la spéculation, le luxe, les paradis fiscaux, etc.

La deuxième crise est la crise climatique. Les préoccupations écologiques gagnent du terrain et impliquent de réfléchir à une autre façon d'organiser les échanges dans le monde, une autre façon de produire et de vivre. Elle implique également de retrouver l'ambition d'une vision à long terme et de cesser de fonctionner sur le très court terme. Il convient également de souligner que, au niveau international, nous disposons d'accords mais pas d'institution multilatérale spécifiquement consacrée à l'environnement et au climat. Il n'existe pas d'institution phare sur la question, qui serait l'équivalent du FMI ou de l'OMC pour le commerce.

Enfin, la troisième crise est celle entre le Nord et le Sud : il importe de résoudre les inégalités entre les deux hémisphères. Il est important d'inclure définitivement les pays du Sud dans le système multilatéral, et de ne plus en maintenir la plus grande partie à la périphérie.

Reste à savoir comment répondre à toutes ces questions...

Peut-être que la solution d'ensemble consisterait à mettre l'accent sur une coopération entre les institutions régionales existantes, avec, pour chacune, un représentant élu.

Il existe déjà l'Union européenne et l'Union Africaine. En Asie il y a l'ASEAN qui regroupe une grande partie de la région, Chine comprise. Mais l'Inde ne fait partie d'aucune organisation régionale, pas plus que le monde arabe. Quant à l'Amérique du Sud, il en existe plusieurs. Les représentants de ces différentes institutions mettraient en place une gouvernance mondiale fondée sur les régions, et non plus sur les États : l'égalité entre les régions serait essentielle, et les négociations seraient différentes.

C'est une vision utopique. Mais le multilatéralisme a lui aussi commencé ainsi, sur la base d'une utopie. Il est temps en tout cas d'en finir avec ces puissances mondiales et leurs rivalités. C'est le premier pas vers un autre monde.